



**PROCÈS-VERBAL
de la séance du Conseil Municipal
du 17 décembre 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de POCÉ-LES-BOIS, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. Frédéric MARTIN, Maire.

Date de la convocation : le 11 décembre 2024

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres présents ou représentés : 12

Nombre d'absents et non représentés : 2

Étaient présent(e)s : M. Frédéric MARTIN (Maire) - Mme Christine HAIGRON (1^{ère} Adjointe) - M. David BERTIER (2^{ème} Adjoint) - Mme Nadine BRARD (3^{ème} Adjointe) - M. Jean-François BORDAIS (4^{ème} Adjoint) – Mme Danielle DROUYER – M. Raboana RANAIVO - M. Christian BELLIER – Mme Fabienne FROMONT - Mme Aurélie HAILLOT.

Étaient absent(e)s et excusé(e)s : Mme Dorothée du PONTAVICE (*procuration à Jean-François BORDAIS*) – M Thierry MONTENAT (*procuration à M Frédéric MARTIN*) – M Kévin BEAUGRAND - M Albéric JOHANET.

Le quorum étant atteint, M. Frédéric MARTIN, Maire de Pocé-les-Bois, déclare la séance ouverte à 20h00.

Les membres du Conseil Municipal désignent Madame Christine HAIGRON comme secrétaire de la présente séance.

Le Maire soumet ensuite à l'approbation de l'assemblée, le procès-verbal de la séance du 03 décembre 2024 adressé à l'ensemble des élus. Aucune observation n'est formulée. Ce dernier est adopté à l'unanimité et signé par le Président et le Secrétaire de ladite séance.

Ordre du jour :

1° DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE SES DÉLÉGATIONS ;

2° TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU LOTISSEMENT COMMUNAL DU CHÊNE :

- Présentation des résultats de la consultation et du rapport d'analyse des offres ;
- Attribution et autorisation de signature des marchés ;

3° SALLES COMMUNALES :

- Modification du tableau des tarifs et du règlement intérieur des salles ;

4° ANIMATION DU MARCHÉ HEBDOMADAIRE :

- Demande de subvention auprès du GIP Cafés Cultures dans le cadre du financement de l'animation musicale du 29 novembre 2024 ;

5° VITRÉ COMMUNAUTÉ :

- Avenant à la Convention pour l'adhésion du service commun « Conseil en Énergie Partagé » ;
- Convention de partenariat relative à la mise en œuvre d'une gestion groupée des Certificats d'Économies d'Énergie ;

- Convention de partenariat relative à la valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie des Collectivités de Vitré Communauté ;
- Convention de partenariat relative aux aides des programmes ACTEE de la FNCCR des collectivités de Vitré Communauté ;

6° PERSONNEL COMMUNAL :

- Création d'un poste d'adjoint technique territorial, d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe et d'agent de maîtrise ;
- Attribution des chèques-déjeuners – Modification de la valeur faciale et de la prise en charge employeur ;

7° QUESTIONS DIVERSES.

OBIET n°1 : INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR M. FREDERIC MARTIN, MAIRE, EN VERTU DE SA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE (délibération du Conseil Municipal du 28 mai 2020) (Délibération n°62-2024)

COMMANDE PUBLIQUE :

M. Frédéric MARTIN, Maire, informe le Conseil Municipal, en application de l'article L2122-22 du CGCT, des décisions suivantes prises dans le cadre de sa délégation de compétence relatives à la signature des marchés (travaux, fournitures et services) dans la limite de 90 000 € :

Objet	Attributaire	Montant HT notifié	Date de la notification
Contrat de distribution du bulletin municipal de fin d'année	LA POSTE 35500 VITRÉ	207.78 €	04/12/2024
Commande pour la fabrication et la pose sur plots en béton, de deux panneaux publicitaires (1 panneau 1x1.5m et 1 panneau 3x2 m) pour la commercialisation des lots du lotissement du chêne	ADA 35205 RENNES CEDEX 2	1 114.18 €	05/12/2024
Remplacement des 2 compteurs de la salle des sports et de la salle multifonctions	CEDELEC DOMOTIQUE 35500 POCE-LES-BOIS	970.58 €	11/12/2024

URBANISME :

M. Frédéric MARTIN, Maire, fait part à l'assemblée, de sa décision prise en matière de droit de préemption depuis la séance du 03 décembre 2024 :

- DIA n°03522924V0007 : décision du Maire du 10 décembre 2024 de ne pas préempter un immeuble bâti situé au 4 rue du Bignon à Pocé-les-Bois, cadastré section AB n°43, d'une superficie totale de 476 m².

Le Conseil Municipal **PREND ACTE** de ces informations.

OBJET n°2 : TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU LOTISSEMENT COMMUNAL DU CHÊNE (Délibération n°63-2024)

A) PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE LA CONSULTATION ET DU RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Par délibération en date du 8 septembre 2022 actualisée par une délibération du 8 décembre 2022, le Conseil Municipal a acté la création d'un lotissement communal (lotissement du chêne) de 56 lots.

Par délibération en date du 24 octobre 2024, le Conseil Municipal a approuvé le DCE et a autorisé le Maire à lancer la procédure de consultation pour le marché public de travaux en vue de la réalisation du lotissement communal du Chêne à vocation d'habitat selon les règles d'une procédure adaptée.

La consultation comportait 3 lots :

- Lot 1 : terrassement – voirie – assainissement EU et EP ;
- Lot 2 : réseaux souples (hors eau potable, électricité et éclairage public) ;
- Lot 3 : espaces verts.

Pour le lot 1 (terrassement – voirie – assainissement EU et EP), les entreprises étaient invitées à proposer une offre pour l'option relative aux travaux de terrassement, de voirie et d'assainissement EU et EP de l'allée du tertre située en dehors du périmètre du lotissement.

La consultation a été mise en ligne sur la plateforme des marchés publics de Mégalis bretagne le 30 octobre 2024, avec une date et une heure limites de remise des offres fixée au 27 novembre 2024 à 12h00. Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans le journal d'annonces légales « Ouest-France » le 4 novembre 2024, en plus d'une publication sur le profil d'acheteur de la commune.

A l'expiration de ce délai, les membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) se sont réunis en séance le 27 novembre 2024, afin de procéder à l'ouverture des plis réceptionnées à l'issue de cet appel d'offres. Au total, 12 candidatures ont été réceptionnées dans le cadre de cette consultation. Aucun lot n'a été déclaré infructueux. Toutes les entreprises ont présenté les garanties, documents et références demandés par le règlement de la consultation.

Une négociation a été sollicitée auprès des entreprises candidates sur les lots 1 (terrassement – voirie – assainissement EU et EP) et 2 (réseaux souples) uniquement. Les candidats devaient remettre leur offre négociée avant le 9 décembre à 17h00.

Le bureau d'études TECAM chargé de la maîtrise d'œuvre de l'opération du lotissement a présenté son rapport d'analyse des offres aux membres de la CAO le 16 décembre 2024 qui l'a validé.

Pour mémoire, les offres des candidats ont été analysées selon les critères prévus dans le règlement de la consultation, à savoir :

- 40% de la note pour le critère prix
- 60% de la note pour le critère technique :
 - provenance des fournitures, références des fournisseurs, fiches techniques ;
 - procédés d'exécution envisagés, moyens humains et matériels affectés, plan de phasage, méthodologie, appropriation du chantier ;
 - mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier à l'égard du personnel, des riverains et tiers ;

- moyens mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets de chantier conformément au plan départemental en vigueur.

Le montant total des travaux du lotissement y compris l'option du lot 1, après analyse des offres et négociation, est inférieur au prévisionnel établi par la maîtrise d'œuvre :

- montant total des offres mieux-disantes (base + option) : 1 140 504.22 € HT
- montant total prévisionnel des travaux établi par TECAM (base + option) : 1 346 619.00 € HT

B) ATTRIBUTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DES MARCHÉS

Monsieur le Maire présente à l'assemblée le récapitulatif des offres de base les mieux-disantes retenues par le bureau d'études TECAM et la Commission « Appels d'offres » après analyse et négociation avec les entreprises candidates :

Lots		Entreprises classées n°1	Offre de base HT	Option HT ¹	Montant de l'offre HT
01	Terrassement / voirie/assainissement eu et ep	PIGEON TP	999 753.84 €	49 991.10 €	1 049 744.94 €
02	Réseaux souples	SORELUM	48 206.50 €	/	48 206.50 €
03	Espaces verts	SERRAND PAYSAGISTE	42 552.78 €	/	42 552.78 €
		TOTAL	1 090 513.12 €	49 991.10 €	1 140 504.22 €

Puis, il expose aux conseillers, son analyse financière de l'opération globale du lotissement.

Le planning prévisionnel des marchés prévoit un démarrage des travaux début mars 2025.

Il est proposé à l'assemblée :

- **d'APPROUVER le montant global des travaux du lotissement (base + option allée du tertre) estimé après réception des offres relatives à ladite consultation, soit 1 140 504.22 € HT ;**
- **d'ATTRIBUER les marchés des lots 1 à 3 aux entreprises susmentionnées (« mieux-disantes »).**
- **de PRÉCISER que le montant de la dépense sera imputé dans le budget annexe du lotissement communal du chêne qui sera créé à cet effet en janvier 2025 ;**
- **de DONNER tout pouvoir à Monsieur le Maire, pour signer les pièces du marché de travaux auprès des entreprises qui présentent les offres les mieux-disantes (classées n°1), telles que retenues par le bureau d'études TECAM et la Commission d'Appel d'Offres, dès création du budget annexe du lotissement communal du chêne.**

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- **ADOpte les propositions ci-dessus.**

¹ Travaux de terrassement, de voirie et d'assainissement EU et EP liés à l'allée du tertre (hors périmètre lotissement)

OBJET n°3 : SALLES COMMUNALES - Modification du tableau des tarifs et du règlement intérieur des salles (Délibération n°64-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Avant chaque fin d'année, le Conseil Municipal est invité à délibérer sur le maintien ou l'évolution des tarifs et règlements intérieurs des salles communales (polyvalente et multifonctions) à appliquer pour l'année suivante.

La Commission « Bâtiments » réunie en séance le 10 décembre 2024 propose :

- de modifier le paragraphe 2 de l'article 13 du règlement intérieur des deux salles multifonctions et polyvalente : Remplacer « si le nettoyage ou le rangement est insuffisant ou non effectué, les heures de ménage réalisées par le personnel communal seront facturées au locataire selon les tarifs en vigueur et retenues sur le montant de la caution », par « *si le nettoyage, le rangement ou le tri des déchets est insuffisant ou non effectué, les heures passées pour cela par le personnel communal, seront facturées au locataire selon les tarifs en vigueur et retenues sur le montant de la caution.* » ;
- de créer un article 16 aux 2 règlements stipulant que « *Le déplacement d'un élu ou d'une personne du service de la mairie, pour une intervention d'urgence sera facturée 100 € forfaitairement au locataire, si le désordre est provoqué par le déclenchement d'une alarme incendie ou pour toute autre détérioration. Il en sera de même, pour une intervention suite à disjonction électrique en cas de surconsommation.* »
- d'ajouter un nouveau tarif annuel de location pour les associations non-pocéennes utilisatrices de la salle multifonctions, à raison d'une fois par mois sur une demi-journée pendant un an :

	Grande salle	Vidéo-écran-micro	Cuisine
Occupation à la demi-journée 1 fois par mois pendant 1 an	150 €	60 €	150 €

- d'augmenter de 10 € le tarif horaire du ménage pour les deux salles et l'ensemble des utilisateurs, soit 30 € par heure de ménage (au lieu de 20 €) et d'augmenter le forfait ménage appliqué aux particuliers non contribuables/contribuables de la salle multifonctions à 120 € (au lieu de 80 €).

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- **APPROUVE** les modifications susmentionnées et telles qu'annexées à la présente délibération ; les autres dispositions restent inchangées.
- **PRÉCISE** que les tarifs et les règlements des salles tels que modifiés, seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2025.

OBJET n°4 : ANIMATION DU MARCHÉ - Demande de subvention auprès du GIP Café cultures dans le cadre du financement de l'animation musicale du 29 novembre 2024 (Délibération n°65-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Dans le cadre du marché hebdomadaire qui se tient chaque vendredi sous la halle, sise 1 rue de la Closerie du Bourg, un concert du groupe le « Cupif Band » a été proposé par la municipalité le 29 novembre 2024.

Cette animation a représenté pour la Commune, un coût total de 1 482.03 € TTC (cachets d'artistes et cotisations sociales incluses).

Ce type d'action peut être éligible à une aide du GIP² Cafés Cultures dont le montant estimé s'élève à 646 €.

Cette structure assure la gestion de deux fonds :

- Un premier fonds réservé aux cafés, hôtels et restaurants qui sont obligatoirement employeurs des artistes et techniciens dans le cadre de représentations ouvertes au public ;
- Un second fonds destiné aux autres employeurs occasionnels (hors cafés, hôtels et restaurants) que sont notamment les collectivités territoriales. Ce fonds est actif depuis le 1^{er} juillet 2023.

La Commune de Pocé-les-Bois pourrait émarger à ce second fonds car elle remplit les critères suivants : relever du champ d'application du Guso³ et compter moins de 3 500 habitants.

Le dispositif du GIP Café Cultures permettrait de financer jusqu'à 6 représentations au maximum.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- **AUTORISE** le Maire à solliciter une aide du GIP Cafés Cultures au titre du fonds dédié aux autres employeurs occasionnels, dans le cadre du financement du spectacle du 29 novembre 2024.

OBJET n°5 : VITRÉ COMMUNAUTÉ - Avenant à la convention pour l'adhésion du service commun « Conseil en Énergie Partagé » (Délibération n°66-A-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération de « Vitré communauté » ;

Vu la délibération n° 77 du Conseil d'agglomération du 29 avril 2016 portant création du service commun « Conseil en Énergie Partagé » ;

Vu la délibération n° 2018_134 du Conseil d'agglomération du 6 juillet 2018 validant l'avenant à la convention de service commun « Conseil en Énergie Partagé » et l'adhésion de la ville de Vitré ;

Vu l'avis favorable de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) du 10 octobre 2024 ;

² Groupement d'Intérêt Public

³ Guichet Unique du Spectacle Occasionnel

Considérant la nécessité d'actualiser les dispositions de mise en œuvre des services communs, afin de prendre en compte leurs évolutions depuis leur création ;

Considérant le souhait de revoir les modalités financières, en particulier le calcul de l'assiette dans le but de le mettre à jour mais aussi de le rendre pérenne ;

Considérant l'étude de contrôle de gestion interne réalisée courant 2024, visant à actualiser les coûts de fonctionnement propres au service de Conseil en Énergie Partagé, au regard notamment de la comptabilité analytique en vigueur ;

Considérant les nouveaux principes de calcul des coûts tels que définis dans l'article 5 de l'avenant, proposés et validés par la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) le 10 octobre 2024 ;

Considérant la CLECT comme la nouvelle instance de suivi des services communs ouverts à l'ensemble des communes et syndicats du territoire, en remplacement des Comités de Mutualisation mentionnés dans les conventions initiales ;

Considérant la nécessité de mettre à jour l'annexe 1, à savoir la fiche d'impact sur la gestion et l'organisation des ressources humaines ;

Considérant la proposition, validée par la CLECT, de réduire le délai de préavis de dénonciation de la convention de 1 an à 6 mois ;

Il vous est proposé :

- **D'APPROUVER l'avenant à la convention d'adhésion au service commun de Conseil en Énergie Partagé et ses annexes ;**
- **D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ledit avenant à la convention d'adhésion au service commun « Conseil en Énergie Partagé ».**

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- **ADOpte** les propositions ci-dessus.

OBJET n°6 : VITRÉ COMMUNAUTÉ - Convention de partenariat relative à la mise en œuvre d'une gestion groupée des certificats d'économie d'énergie (CEE) (Délibération n°66-B-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C. T.) et notamment ses articles L. 1412-1, L.2224-8, L.2121-29, L. 2221-1 et suivants, L. 5211-5 III, L5214-16, R.2221-1 et suivants ;

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu le code de l'énergie et notamment ses articles L221-1 à L221-9 et R221-1 à R222-12 ;

Vu l'arrêté du 14 mars 2019 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur,

Considérant que le dispositif des CEE est l'un des principaux instruments pour encourager la maîtrise de la demande énergétique et que les collectivités locales peuvent bénéficier de ce dispositif en réalisant des opérations d'économies d'énergie ;

Considérant que la présente convention vise à définir les modalités de partenariat entre Vitré Communauté, en tant qu'Opérateur, et les communes bénéficiaires pour la gestion des dossiers de CEE ;

Le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE), instauré par la loi d'orientation de la politique énergétique de 2005 constitue l'un des principaux instruments de la politique de maîtrise de la demande énergétique.

Il repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie, appelés les « obligés ». Pour satisfaire leurs obligations, les obligés doivent promouvoir activement l'efficacité énergétique et encourager la réalisation de travaux d'économies d'énergie chez les consommateurs d'énergie : ménages, collectivités ou professionnels.

Au travers de sa qualité de chef de file pour l'exercice des compétences relatives à l'énergie et au climat, la Région Bretagne se propose de jouer le rôle de « regroupeur » pour permettre à l'ensemble des collectivités bretonnes d'accéder à ce dispositif.

Les collectivités ne disposant pas de compétences spécifiques en interne peuvent intégrer le groupement et faire appel à un acteur compétent de leur territoire.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- **DÉCIDE** de valoriser les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) au travers de la démarche de regroupement portée par la Région Bretagne, en lien avec Vitré Communauté ;
- **S'ENGAGE** à ne pas demander une nouvelle fois, au nom de la commune, la valorisation des mêmes CEE ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de regroupement entre la commune et la Région Bretagne ainsi que tous les documents relatifs à ce(s) dossier(s).

OBJET n°7 : VITRÉ COMMUNAUTÉ - Convention de partenariat relative à la valorisation des certificats d'économie d'énergie des collectivités de Vitré Communauté (Délibération n°66-C-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE), instauré par la loi d'orientation de la politique énergétique de 2005 constitue l'un des principaux instruments de la politique de maîtrise de la demande énergétique.

Il repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie, appelés les « obligés ».

Pour satisfaire leurs obligations, les obligés doivent promouvoir activement l'efficacité énergétique et encourager la réalisation de travaux d'économies d'énergie chez les consommateurs d'énergie : ménages, collectivités ou professionnels.

Le dispositif désigne par ailleurs d'autres acteurs, qualifiés « d'éligibles », tels que les collectivités locales qui peuvent également obtenir des CEE en contrepartie d'actions engendrant des économies d'énergie.

Une fois obtenus, les CEE peuvent être échangés et valorisés financièrement auprès des « obligés » pour leur permettre de remplir leurs obligations d'économies d'énergie.

Le dispositif offre également la possibilité aux collectivités de se regrouper pour déposer des dossiers de demande de CEE.

En effet, un certain volume de travaux est nécessaire pour déposer un dossier CEE. Le groupement permet donc à une collectivité qui aurait des difficultés à atteindre seule ce volume, de valoriser financièrement ses opérations d'économies d'énergie.

Au travers de sa qualité de chef de file pour l'exercice des compétences relatives à l'énergie et au climat, la Région Bretagne se propose de jouer le rôle de « regroupeur » pour permettre à l'ensemble des collectivités bretonnes d'accéder à ce dispositif.

Les collectivités ne disposant pas de compétences spécifiques en interne peuvent intégrer le groupement et faire appel à un acteur compétent de leur territoire. Depuis 2013, Vitré Communauté accompagne les collectivités du territoire dans la valorisation financière des travaux d'économies d'énergie au travers du dispositif des CEE.

Au travers de cette convention de partenariat qui s'inscrit dans la dynamique du groupement régional de valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie portée par la Région Bretagne, Vitré Communauté développe son accompagnement auprès des collectivités du territoire pour la gestion des dossiers de CEE pour la période 2018-2024.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C. T.) et notamment ses articles L. 1412-1, L.2224-8, L. 2121-29, L. 2221-1 et suivants, L. 5211-5 III, L5214-16, R.2221-1 et suivants ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi dite Grenelle 2 n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2021 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération de « Vitré communauté » ;

Vu la délibération n° 77 du Conseil d'agglomération du 29 avril 2016 portant 'Création du service commun Conseil en Énergie Partagé' ;

Vu la délibération n° 2018_134 du Conseil d'agglomération du 6 juillet 2018 validant l'avenant à la convention de service commun en Énergie partagé et l'adhésion de la ville de Vitré ;

Vu l'avis favorable de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) du 10 octobre 2024 ;

Considérant que le dispositif des CEE est l'un des principaux instruments pour encourager la maîtrise de la demande énergétique et que les collectivités locales peuvent bénéficier de ce dispositif en réalisant des opérations d'économies d'énergie ;

Considérant que Vitré Communauté accompagne depuis 2013 les collectivités du territoire dans la valorisation des travaux d'économies d'énergie, dans le cadre du dispositif des CEE ;

Considérant la nécessité pour les collectivités du territoire de se regrouper afin d'atteindre le volume de travaux requis pour déposer des dossiers de demande de CEE ;

Considérant la volonté de Vitré Communauté de prolonger cet accompagnement pour la période 2025-2027 à travers une convention de partenariat permettant de valoriser les CEE pour le compte des communes du territoire ;

Considérant que la présente convention vise à définir les modalités de partenariat entre Vitré Communauté, en tant qu'Opérateur, et les communes bénéficiaires pour la gestion des dossiers de CEE ;

Considérant que les CEE générés par les actions d'économies d'énergie des communes bénéficiaires seront valorisées financièrement par Vitré Communauté, selon les modalités définies dans la convention.

Il vous est proposé :

- d'approuver la convention de partenariat relative à la valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie des collectivités de Vitré Communauté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- **ADOpte** les propositions ci-dessus.

OBJET n°8 : VITRÉ COMMUNAUTÉ - Convention de partenariat relative aux aides des programmes ACTEE de la FNCCR des collectivités de Vitré Communauté (Délibération n°66-D-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et des Régies (FNCCR) est porteuse du Programme CEE ACTEE2 et ACTEE+.

Ce programme, apporte un financement, via des appels à projets, aux collectivités lauréates pour déployer un réseau d'économes de flux, accompagner la réalisation d'études technico-économiques, le financement de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'achat d'équipements de suivi de travaux de rénovation énergétique.

Le Programme ACTEE+ vise à aider les collectivités à mutualiser leurs actions, à agir à long terme et ainsi à planifier les travaux de rénovation énergétique tout en réduisant leurs factures d'énergie.

Le déploiement de ce programme dans tout le territoire national repose sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires.

Considérant que la coopération entre les territoires était vivement encouragée dans le cadre de l'Appel à Projet ACTEE 2 SEQUOIA, le SDE35, l'ALEC du Pays de Rennes, l'ALE du Pays de Fougères, l'ALEC du Pays des Vallons de Vilaine, Roche aux Fées Communauté, Communauté de Communes Bretagne Romantique Communauté, la Communauté de Communes Côte d'Émeraude, Saint-Malo Agglomération et Vitré Communauté ont déposé une candidature commune, portée par le SDE35 coordinateur du groupement.

Des dossiers de candidature ont été déposés auprès du Jury du Programme ACTEE pour la mise en œuvre des actions décrites dans la candidature.

Les membres du groupement pourront donc bénéficier d'un accompagnement méthodologique et de financements pour mettre en œuvre des actions en matière d'efficacité énergétique validées par le Jury.

Les dépenses éligibles sont de différentes natures :

- Poste d'économe de flux,
- Acquisition d'outils de mesure et suivi des consommations énergétiques,

- Études techniques,
- Missions de maîtrise d'œuvre,
- Prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et sensibilisation.
- Ces actions s'inscrivent dans une démarche globale de réduction des consommations d'énergie en application des exigences imposées par le décret tertiaire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C. T.) et notamment ses articles L. 1412-1, L.2224-8, L. 2121-29, L. 2221-1 et suivants, L. 5211-5 III, L5214-16, R.2221-1 et suivants ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi dite Grenelle 2 n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2021 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération de « Vitré communauté » ;

Vu la délibération n° 77 du Conseil d'agglomération du 29 avril 2016 portant 'Création du service commun Conseil en Énergie Partagé' ;

Vu la délibération n° 2018_134 du Conseil d'agglomération du 6 juillet 2018 validant l'avenant à la convention de service commun en Énergie partagé et l'adhésion de la ville de Vitré ;

Vu l'avis favorable de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) du 10 octobre 2024 ;

Considérant que le Programme ACTEE a pour objectif de soutenir les collectivités dans la réalisation d'études technico-économiques, la maîtrise d'œuvre et l'achat d'équipements pour la rénovation énergétique, dans une démarche globale de réduction des consommations d'énergie ;

Considérant que la mutualisation des actions entre les territoires, encouragée par l'Appel à Projet ACTEE, permet aux collectivités d'obtenir un accompagnement méthodologique et des financements pour mettre en œuvre des actions validées par le Jury du Programme ACTEE ;

Considérant que Vitré Communauté, en tant qu'opérateur, est lauréate des appels à projets ACTEE et a déposé, en coordination avec le SDE35 et d'autres territoires, des candidatures communes pour bénéficier des aides du programme ACTEE ;

Considérant que cette convention de partenariat entre Vitré Communauté et les communes bénéficiaires vise à définir les modalités de gestion des dossiers de demande d'aides des programmes ACTEE pour la période de 2023 à 2027 ;

Considérant que la présente convention encadre la gestion, la coordination et la valorisation des aides ACTEE pour soutenir les actions d'ingénierie de rénovation énergétique des communes du territoire.

Il vous est proposé :

- **d'APPROUVER la convention de partenariat relative aux aides des programmes ACTEE de la FNCRR des collectivités de Vitré Communauté adhérentes au service commun de Conseil en Énergie Partagé ;**
- **d'AUTORISER le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que toutes pièces relatives à cette affaire.**

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- **ADOpte les propositions ci-dessus.**

OBJET n°9 : PERSONNEL COMMUNAL - Création d'un poste d'adjoint technique territorial, d'adjoint technique principal de 2ème classe, d'adjoint technique principal de 1ère classe et d'agent de maîtrise (Délibération n°67-A-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Enfin, les suppressions d'emplois et/ou les modifications excédant 10 % du nombre d'heures de service hebdomadaire et/ou ayant pour effet de faire perdre le bénéfice de l'affiliation à la CNRACL, sont soumises à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 3-3 5°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le budget principal adopté par délibération n°19-2024 du 28 mars 2024,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n°63-2018 adoptée le 4 octobre 2018 mise à jour par une délibération n°44-A-2021 adoptée le 30 septembre 2021,

Considérant la nécessité de créer un emploi permanent compte tenu du départ prochain du responsable du service technique de la commune, suite à sa demande de mutation auprès d'une autre collectivité et considérant les besoins du service technique, il apparaît nécessaire de prévoir son remplacement,

En conséquence, le Maire propose la création d'un emploi permanent de catégorie C, à temps complet (35/35ème) pour exercer les fonctions de Responsable du service technique à compter du 1^{er} mars 2025.

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique, aux grades suivants :

- adjoint technique territorial,
- adjoint technique principal de 2ème classe,
- adjoint technique principal de 1ère classe
- agent de maîtrise.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C, dans les conditions fixées par l'article L. 332-8 2° ou L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle dans le secteur de l'entretien des espaces verts.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement et sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Le régime instauré par la délibération n°63-2018 du 24 octobre 2018 mise à jour par une délibération n°44-A-2021 du 30 septembre 2021 est applicable.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **ADOpte** la proposition du Maire ci-dessus ;
- **DÉCIDE** de modifier le tableau des emplois tel qu'annexé à la présente ;
- **PRÉCISE** que les crédits correspondants à la rémunération et aux charges de l'agent qui sera nommé seront inscrits au budget ;
- **AUTORISE** le Maire à procéder aux déclarations de vacance du poste auprès du CDG 35 et sur le site emploi-territorial.fr et à prendre les dispositions relatives au recrutement ;
- **INFORME** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

OBJET n°10 : PERSONNEL COMMUNAL - Attribution des chèques-déjeuners et modification de la valeur faciale et de la prise en charge employeur (Délibération n°67-B-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Par délibération du 15 décembre 2001, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à compter du 1^{er} janvier 2002, au profit des agents du service administratif, le bénéfice de tickets-restaurant d'une valeur nominale de 4 € avec une participation communale à hauteur de 50% de ce montant.

Par délibération du 4 juin 2010, le montant de la valeur faciale des tickets-restaurant a été augmenté de 2 €, soit une nouvelle valeur faciale des tickets-restaurant fixée à 6 €.

Par délibération du 25 avril 2018, le Conseil Municipal a décidé d'élargir les bénéficiaires des tickets-restaurant au niveau du personnel communal.

Vu la convention de mise à disposition de titres « Ticket restaurant »,

Considérant le contexte dû à l'inflation,

Considérant que le montant du ticket dont la valeur faciale est égale à 6 € n'a pas évolué depuis 2010,

Considérant la demande exprimée par le personnel communal d'augmenter le montant des titres-restaurant,

Il vous est proposé :

- **de FIXER à 8 € la valeur faciale des tickets restaurants à compter du 1^{er} janvier 2025, en augmentant la part patronale (60% au lieu de 50%) et en diminuant la part salariale (40% au lieu de 50%) ;**
- **d'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives aux tickets restaurants ;**
- **d'INSCRIRE au budget primitif les crédits correspondants ;**

- de **RAPPELER** qu'il sera attribué qu'un ticket par jour de travail à condition que le repas soit compris dans l'horaire de travail journalier soit 4 par semaine pour les agents à temps complet et au prorata du temps de travail pour les agents à temps non complet ;
- d'**AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- **ADOpte** les propositions ci-dessus.

QUESTIONS DIVERSES

- **Lotissement communal du Chêne** : suite à une demande de la société Acanthe, l'ensemble des conseillers est invité à définir l'adressage et la numérotation des rues et des allées du lotissement du chêne I (communal) et II (privé). Une première réflexion a lieu à ce sujet au sein du Conseil. Ce point fera l'objet d'une délibération lors de la séance de janvier.
- **Audit énergétique de la salle multifonctions** : M le Maire rappelle que la restitution de l'audit est confirmée le 20 janvier 2025 à 10h30. Elle sera suivie d'un temps d'échanges avec M JARRIER, conseiller en énergie partagé de Vitre Communauté pour évoquer la suite des opérations. Seront présents à cette restitution : Frédéric MARTIN, Christine HAIGRON, Jean-François BORDAIS et Christian BELLIER. Le groupe de travail chargé de réfléchir à l'usage de la salle se réunira à la suite de cette réunion.
- **Plan de charges de la commune** : M le Maire fait un point sur l'avancée du plan de charges de la Commune. Ce dernier sera transmis à nouveau à l'ensemble du Conseil à l'issue de la séance.
- **Cérémonie des vœux à la population 2025** : la cérémonie aura lieu le samedi 11 janvier 2025 à 11h00 dans la salle multifonctions. M le Maire précise qu'à cette occasion, il présentera un bilan de ses 11 années de mandat. Comme chaque année, les associations pocéennes présentes seront invitées à dire quelques mots sur leur association. Enfin un verre de l'amitié clôturera cette cérémonie.
- **Conseil Municipal** : la date de la prochaine séance du Conseil Municipal est fixée au jeudi 23 janvier 2025 à 20h00.

Madame Nadine BRARD appelle à la prudence auprès des administrés, suite à des signalements de démarchages suspects concernant la fibre.

Plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Maire lève la séance à 22h10 puis remercie les membres du Conseil.

Fait à Pocé-les-Bois, le 08 janvier 2025.

Le Président de séance,
Frédéric MARTIN,
Maire



Le Secrétaire de séance,
Christine HAIGRON,
1^{er} Adjoint

